

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/200922]

**31 JANVIER 2013. — Décret modifiant certaines dispositions  
de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 30 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié en dernier lieu par le décret du 8 décembre 2005 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour, hors dossiers sociaux ou informations à caractère individuel sur l'aide sociale, peuvent être transmises par voie électronique, si le mandataire en a fait la demande par écrit et dispose d'une adresse électronique en vertu du présent paragraphe. Le bureau permanent met à la disposition de chaque membre du conseil de l'action sociale une adresse de courrier électronique personnelle. Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article. »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 ancien, devient l'alinéa 4;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots « de synthèse » sont insérés entre les mots « note » et « explicative »;

4<sup>o</sup> après l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 6, est ajouté un alinéa 7 rédigé comme suit :

« Le secrétaire du centre public d'action sociale ou le fonctionnaire désigné par lui, ainsi que le receveur ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des membres du conseil afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil de l'action sociale, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe. ».

**Art. 3.** Entre le Chapitre XII et le Chapitre XIII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, il est inséré un Chapitre XIIbis intitulé « De l'octroi et du contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions ».

**Art. 4.** Dans le Chapitre XIIbis inséré par l'article 3, il est inséré une section 1<sup>re</sup> intitulée « Champ d'application »

**Art. 5.** Dans la section 1<sup>re</sup>, insérée par l'article 4, il est inséré un article 135bis rédigé comme suit :

« Art. 135bis. § 1<sup>er</sup>. Le présent chapitre s'applique à toute subvention visée à l'article 135ter octroyée par les dispensateurs suivants :

1<sup>o</sup> les centres publics d'action sociale dans le cadre de leur objet social et sans préjudice de l'article 61;

2<sup>o</sup> les associations visées à l'article 118.

§ 2. Le bénéficiaire d'une subvention est soit une personne physique, soit une personne morale, soit une association dépourvue de la personnalité juridique.

§ 3. Le présent chapitre ne s'applique pas aux subventions d'une valeur inférieure à 2.500 euros accordées par les dispensateurs visés au § 1<sup>er</sup>, sauf à eux le droit d'imposer aux bénéficiaires tout ou partie des obligations prévues par le présent titre, sans préjudice des obligations résultant des articles 135septies et 135novies, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. ».

Pour les subventions d'une valeur comprise entre 2.500 euros et 25.000 euros, le dispensateur peut exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par le présent titre, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des articles 135septies et 135novies, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. ».

**Art. 6.** Dans la section 1<sup>re</sup> insérée par l'article 4, il est inséré un article 135ter rédigé comme suit :

« Art. 135ter. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par subvention toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public à l'exclusion :

1<sup>o</sup> des subventions soumises aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral ou aux dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des Comptes;

2<sup>o</sup> des aides qui découlent d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi ou d'un décret;

3<sup>o</sup> des cotisations versées par les dispensateurs aux organismes dont ils sont membres, en échange de prestations spécifiques exécutées par ces organismes au profit des dispensateurs;

4<sup>o</sup> des prix décernés en reconnaissance ou en récompense des mérites de leur bénéficiaire;

5<sup>o</sup> des subventions octroyées par le C.P.A.S. à la commune qu'il dessert. »

**Art. 7.** Dans le Chapitre XIIbis inséré par l'article 3, il est inséré une section 2 intitulée « Octroi des subventions ».

**Art. 8.** Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 135quater rédigé comme suit :

« Art. 135quater. § 1<sup>er</sup>. Le dispensateur peut demander à une personne morale ou à une association dépourvue de la personnalité juridique qui sollicite l'octroi d'une subvention ou à laquelle il souhaite octroyer une subvention les documents suivants :

1<sup>o</sup> le budget de l'exercice auquel se rattache la subvention;

2<sup>o</sup> le budget de l'événement ou de l'investissement particulier que la subvention est destinée à financer;

3<sup>o</sup> ses comptes annuels les plus récents.

§ 2. Le bénéficiaire qui demande une subvention destinée à couvrir des dépenses déjà engagées joint, à sa demande, les justifications de ces dépenses. »

**Art. 9.** Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 135quinquies rédigé comme suit :

« Art. 135quinquies. § 1<sup>er</sup>. Le dispensateur formalise l'octroi de la subvention dans une délibération.

§ 2. Sauf si un règlement du dispensateur ou une convention prise en exécution de la délibération y pourvoit, la délibération précise :

1° la nature de la subvention;

2° son étendue;

3° l'identité ou la dénomination du bénéficiaire;

4° les fins en vue desquelles la subvention est octroyée;

5° les conditions d'utilisation particulières, le cas échéant;

6° les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;

7° les modalités de liquidation de la subvention.

Lorsque la subvention est octroyée pour couvrir des dépenses pour lesquelles le bénéficiaire a déjà produit des justifications, la délibération ne contient pas la mention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>. »

**Art. 10.** Dans la section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 135sexies rédigé comme suit :

« Art. 135sexies. Le dispensateur sursoit à l'adoption de la délibération visée à l'article 135quinquies aussi longtemps que le bénéficiaire doit restituer une subvention précédemment reçue, en vertu de l'article 135novies. »

**Art. 11.** Dans le Chapitre XIIbis inséré par l'article 3, il est inséré une section 3 intitulée « Utilisation et contrôle de l'utilisation des subventions ».

**Art. 12.** Dans la section 3, insérée par l'article 11, il est inséré un article 135septies rédigé comme suit :

« Art. 135septies. Le bénéficiaire :

1° utilise la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée;

2° atteste son utilisation au moyen des justifications visées à l'article 135quinquies, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>;

3° le cas échéant, respecte les conditions d'utilisation particulières visées à l'article 135quinquies, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>. »

**Art. 13.** Dans la section 3, insérée par l'article 11, il est inséré un article 135octies rédigé comme suit :

« Art. 135octies. § 1<sup>er</sup>. Le dispensateur contrôle l'utilisation de la subvention au moyen des justifications visées à l'article 135quinquies, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>.

Il a également le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'utilisation de la subvention octroyée.

§ 2. A l'issue du ou des contrôles, le dispensateur adopte une délibération qui précise si la (les) subvention(s) a (ont) été utilisée(s) aux fins en vue desquelles elle(s) a (ont) été octroyée(s). »

**Art. 14.** Dans le Chapitre XIIbis, inséré par l'article 3, il est inséré une section 4 intitulée « Restitution des subventions ».

**Art. 15.** Dans la section 4, insérée par l'article 14, il est inséré un article 135novies rédigé comme suit :

« Art. 135novies. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions résolutives auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire restitue celle-ci dans les cas suivants :

1° lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle a été octroyée;

2° lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'octroi particulières visées à l'article 135quinquies, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>;

3° lorsqu'il ne fournit pas les justifications visées à l'article 135quinquies, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, dans les délais requis;

4° lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle visé à l'article 135octies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Toutefois, dans les cas prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, le bénéficiaire ne restitue que la partie de la subvention qui n'a pas été utilisée aux fins en vue desquelles elle a été octroyée ou qui n'est pas justifiée.

Pour les subventions en nature, la restitution se fait par équivalent. »

**Art. 16.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 janvier 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2012-2013.*

*Documents du Parlement wallon*, 700 (2012-2013). N<sup>os</sup> 1 à 6.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 30 janvier 2013.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/200922]

**31 JANUARI 2013. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** In artikel 30 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005 houdende wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende twee leden ingevoegd :

« De agendapunten worden duidelijk vermeld en gaan vergezeld van een verklarende synthesenota.

De oproeping en de stukken betreffende de agendapunten, behalve de maatschappelijke dossiers of individuele gegevens i.v.m. sociale actie, kunnen langs de elektronische weg overgebracht worden als de mandataris daar schriftelijk om verzoekt en krachtens deze paragraaf over een elektronisch adres beschikt. Het vast bureau stelt een persoonlijk elektronisch adres ter beschikking van elk lid van de raad voor sociale actie. De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel liggen vast in het huishoudelijk reglement. »

2° het voormalige tweede lid wordt het vierde lid;

3° in het voormalige derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « verklarende nota » vervangen door de woorden « verklarende synthesenota »;

4° na het voormalige vierde lid, dat het zesde lid wordt, wordt een zevende lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De secretaris van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de door hem aangewezen ambtenaar, alsook de ontvanger of de door hem aangewezen ambtenaar, stellen zich ter beschikking van de leden van de raad om hen de technische uitleg te geven die nodig is voor een goed begrip van de dossiers; ze staan ter beschikking gedurende minstens twee periodes voor de zitting van de raad voor sociale actie, één periode tijdens de normale kantooruren en de andere buiten die uren. De modaliteiten voor de toepassing van deze paragraaf liggen vast in het huishoudelijk reglement. ».

**Art. 3.** Tussen Hoofdstuk XII en Hoofdstuk XIII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een Hoofdstuk *XIIbis* ingevoegd met als opschrift « Toekenning van bepaalde toelagen en controle op de toekenning en op het gebruik ervan ».

**Art. 4.** In hoofdstuk *XIIbis*, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift « Toepassingsveld ».

**Art. 5.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 135*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135*bis*. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op elke in artikel 135*ter* bedoelde toelage die toegekend wordt door :

1° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van hun maatschappelijk doel, onverminderd artikel 61;

2° de verenigingen bedoeld in artikel 118.

§ 2. De begunstigde van een toelage is een natuurlijke persoon, een rechtspersoon of een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid.

§ 3. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op toelagen van minder dan 2.500 euro toegekend door de verleners bedoeld in § 1, tenzij ze het recht hebben om een deel of het geheel van de bij deze titel bepaalde verplichtingen aan de begunstigten op te leggen, onverminderd de verplichtingen bedoeld in de artikelen 135*septies* en 135*novies*, § 1, 1°, die in elk geval opgelegd worden.

Wat betreft de toelagen die tussen 2.500 euro en 25.000 euro bedragen, kan de verlener de begunstigde vrijstellen van een deel of het geheel van de verplichtingen waarin deze titel voorziet, zonder dat hij evenwel vrijgesteld kan worden van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 135*septies* en 135*novies*, § 1, 1°. ».

**Art. 6.** In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel 135*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135*ter*. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder toelage verstaan elke bijdrage, elk voordeel of elke steun, ongeacht de vorm of de benaming ervan, toegekend voor doeleinden van algemeen belang, met uitsluiting van :

1° de toelagen onderworpen aan de bepalingen van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat of aan de bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

2° de steun die voortvloeit uit een verplichting opgelegd bij of krachtens een wet of een decreet;

3° de bijdragen gestort door de verleners aan de instellingen waarvan ze lid zijn, in ruil voor de specifieke diensten verstrekt door die instellingen ten gunste van de verleners;

4° de prijzen toegekend uit erkentelijkheid of beloning voor de verdiensten van hun begunstigde;

5° de toelagen toegekend door het O.C.M.W. aan de gemeente die het bedient. ».

**Art. 7.** In Hoofdstuk *XIIbis*, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift « Toekenning van de toelagen ».

**Art. 8.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 135*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135*quater*. § 1. De verlener kan de volgende stukken eisen van een rechtspersoon of een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid die om de toekenning van een toelage verzoekt :

1° de begroting van het boekjaar waarop de toelage betrekking heeft;

2° de begroting van de gebeurtenis of de bijzondere investering die door de toelage gefinancierd moet worden;

3° de meest recente jaarrekeningen.

§ 2. De begunstigde die verzoekt om een toelage ter dekking van reeds vastgelegde uitgaven voegt de rechtvaardigingen van die uitgaven bij zijn aanvraag. »

**Art. 9.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 135quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135quinquies. § 1. De verlener formaliseert de toekenning van de toelage in een beraadslaging.

§ 2. Tenzij een reglement van de verlener of een ter uitvoering van de beraadslaging genomen overeenkomst daarin voorziet, vermeldt de beraadslaging :

1° de aard van de toelage;

2° het toepassingsveld ervan;

3° de identiteit of de benaming van de begunstigde;

4° de doeleinden waarvoor de toelage toegekend wordt;

5° desgevallend de bijzondere gebruiksvoorwaarden;

6° de rechtvaardigingen geëist van de begunstigde alsook, in voorkomend geval, de termijnen waarin ze overgelegd moeten worden;

7° de modaliteiten voor de betaling van de toelage.

Als de toelage toegekend wordt ter dekking van uitgaven waarvoor de begunstigde al rechtvaardigingen heeft overgelegd, is er in de beraadslaging geen sprake van de melding bedoeld in het eerste lid, 6°.

**Art. 10.** In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 135sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135sexies. De verlener schort de aanneming van de in artikel 135quinquies bedoelde beraadslaging op zolang de begunstigde een vroeger ontvangen toelage moet terugbetalen, krachtens artikel 135novies. »

**Art. 11.** In Hoofdstuk XIIbis, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift « Gebruik van de toelagen en controle op het gebruik ervan ».

**Art. 12.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 135septies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135septies. De begunstigde :

1° gebruikt de toelage voor de doeleinden waarvoor ze is toegekend;

2° bewijst het gebruik ervan d.m.v. de rechtvaardigingen bedoeld in artikel 135quinquies, § 2, eerste lid, 6°;

3° voldoet desgevallend aan de bijzondere gebruiksvoorwaarden bedoeld in artikel 135quinquies, § 2, tweede lid, 1, 5°.

**Art. 13.** In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 135octies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135octies. § 1. De verlener controleert het gebruik van de toelage d.m.v. de rechtvaardigingen bedoeld in artikel 135quinquies, § 2, eerste lid, 6°.

Hij heeft ook het recht om het gebruik van de toegekende toelage ter plaatse te laten controleren.

§ 2. Na afloop van de controle(s) neemt de verlener een beraadslaging aan waarin aangegeven wordt of de toelage(n) is (zijn) gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze is (zijn) toegekend. »

**Art. 14.** In Hoofdstuk XIIbis, ingevoegd bij artikel 3, wordt een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift « Terugbetaling van de toelagen ».

**Art. 15.** In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 135novies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 135novies. § 1. Onverminderd de ontbindende bepalingen waaraan de toelage onderworpen is, betaalt de begunstigde de toelage terug in de volgende gevallen :

1° als hij ze niet gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze toegekend wordt;

2° als hij niet voldoet aan de bijzondere gebruiksvoorwaarden bedoeld in artikel 135quinquies, § 2, eerste lid, 5°;

3° als hij de rechtvaardigingen bedoeld in artikel 135quinquies, § 2, eerste lid, 6°, niet binnen de voorgeschreven termijnen overlegt;

4° als hij zich verzet tegen de uitoefening van de controle bedoeld in artikel 135octies, § 1, tweede lid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 3°, betaalt de begunstigde evenwel slechts het gedeelte van de toelage terug dat niet gebruikt werd voor de doeleinden waarvoor ze toegekend werd of dat niet gerechtvaardigd werd.

Wat de toelagen in natura betreft, geschiedt de terugbetaling dienovereenkomstig. »

**Art. 16.** Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 januari 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

PH. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Waals Parlement, 700 (2012-2013). Nrs. 1 tot 6.*

*Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 januari 2013.*

Bespreking.

Stemming.